"Des emplois et des crédits durables, pour un EPST durable"

Pétition adressée au Directeur Général du Cemagref

Monsieur le Directeur Général,

Nous, soussignés, agents titulaires ou non-titulaires de l'Etablissement, nous vous demandons :

- **de ne pas signer**, en notre nom à tous, **ce "contrat d'objectifs" entre l'Etat et le Cemagref qui consacre un recul** de l'emploi de titulaires Recherche et des crédits budgétaires de l'Etablissement, et un développement corrélatif de l'emploi précaire et de la dépendance des équipes de recherche vis-à-vis des "financeurs" ;
- **de négocier avec les ministères de tutelle un véritable "contrat d'objectifs et de moyens"**, qui, à l'instar de ce qui existe à l'INRIA, apporte la garantie que le développement des activités de l'Etablissement demandé par l'Etat se fera bien par l'augmentation de l'emploi de personnel titulaire et des crédits budgétaires, seuls garants de l'égalité de traitement entre les agents et de l'indépendance des résultats de nos recherches et de nos expertises ; il importe aussi pour la survie du Cemagref en tant qu'EPST de recherche finalisée, que soit pérennisé le dispositif actuel original d'évaluation de nos activités ;
- **de donner les informations et le temps nécessaires au débat** au sein de l'Etablissement, sur les différents aspects du dossier : emploi, statuts des personnels, salaires, carrières, structuration interne, financement de la recherche ; tous ces aspects sont liés et doivent pouvoir être débattus par le personnel, ce qui n'a pas été le cas jusqu'à présent ; c'est indispensable pour que les agents puissent contribuer à la réflexion et adhérer aux objectifs définis par l'Etablissement ;

Cela suppose que le vote sur le "contrat d'objectifs et de moyens" (ainsi que sur le Plan Stratégique, qui gagne à être examiné à la lumière de son application concrète dans le contrat à 4 ans) soit reporté au minimum jusqu'aux réunions des instances d'Etablissement de mars 2009, comme l'ont demandé l'ensemble des organisations syndicales au CTPC du 19 novembre.

Organisations syndicales signataires : SUD-Recherche-EPST, FO, CGT
Personnes signataires :

620 signatures à la date du 11 décembre 2008
(soit plus de la moitié des personnels)